EDITORIAL

L'Afrique n'est pas qu'un camp de réfugiés

Gérard Karlshausen

Les projecteurs de nos médias braqués sur la famine en Afrique se sont éteints. La campagne développée avec tant d'ardeur voici un an ne rencontre plus guère d'échos en 1986.

Sans doute l'information fut-elle nécessaire tant le drame humain était insupportable, tant il convenait de réveiller les consciences de nos pays qui restent malgré tout favorisés. Mais l'information était ambiguë aussi car elle donnait de l'Afrique l'image bien limitée d'un vaste camp de réfugiés, sans grandes explications sur les causes de la catastrophe.

Et sans grande place pour les acteurs quotidiens de la lutte pour la survie: les agriculteurs africains et ceux qui, à leur côté, voient bien au-delà d'une campagne médiatique: organisations paysannes, responsables locaux, coopérants et volontaires...

Parmi les causes de la famine, la sécheresse a beau rôle! Bien sûr, il serait absurde de nier son impact, de ne pas voir l'avancée des déserts. Mais au-delà, qu'a-t-on fait pour qu'elle trouve sur sa route des agricultures toujours mieux équipées pour lui résister? Bien peu de choses, malheureusement, eu égard à l'ampleur des défis!

Regroupées au sein d'une campagne internationale appelée "Pour le Droit des Peuples à se nourrir eux-mêmes", une série d'Organisations Non-Gouvernementales européennes cherchent à attirer l'attention des décideurs et des opinions sur d'autres causes de la faim, d'autres images de l'Afrique.

Et parmi les premiers accusés, c'est l'aide alimentaire qui cristalise les critiques. Bien sûr, il ne s'agit pas de dénigrer les efforts d'urgence qui furent mobilisés (malheureusement bien tard et bien mal parfois) au moment du drame sahélien.

Ceux-ci ne représentent en fait qu'une partie minime de l'aide alimentaire qui, bon an mal an, se déverse sur les marchés africains. Avec les résultats pernicieux que l'on sait: concurrencée par des denrées importées à prix réduit, l'agriculture locale n'intéresse plus les villes. Ces dernières se sont d'ailleurs habituées à d'autres modes alimentaires: la baguette remplace le mil! Le paysan, dès lors, n'est plus motivé à produire car il ne saura où écouler ses surplus. Et quand survient la sécheresse, c'est la ville, aidée de l'extérieur, qui doit nourrir d'urgence les campagnes!

Face à ce schéma destructeur, des organisations d'Afrique et d'Europe s'efforcent de réagir. Les premières cherchent à reconstruire un commerce interafricain en pleine débacle. C'est dans ce cadre qu'avec l'aide d'ONG, de la C.E.E. et de certains gouvernements européens, se développent de premières tentatives de "péréquations alimentaires". Il s'agit de permettre, là où c'est possible, que les régions qui produisent nourrissent celles qui crient famine.

Au départ, il faut bien sûr un fonds pour pouvoir acheter et acheminer les denrées. D'un côté, des associations paysannes qui produisent des surplus, peuvent les stocker, veulent les vendre... De l'autre, des groupements agricoles qui se chargent d'acheter, de transporter et de revendre le grain. Les premières sont motivées à produire plus car elles trouvent acquéreur. Les secondes peuvent nourrir des populations menacées par la faim tout en se constituant un fonds de roulement qui permettra de remettre cela en partie au moins l'année suivante...

En octobre dernier, à Dakar au Sénégal, diverses associations rurales africaines qui pratiquent ce genre d'opérations se sont réunies pour échanger leurs expériences. Organisé par diverses ONG européennes, dont Frères des Hommes international, ce colloque a permis de confronter réussites et difficultés. Les besoins en moyens de transport et en formation sont par exemple importants. De plus, des critiques ont une nouvelle fois été adressées aux opérations d'Aide Alimentaire qui cassent les prix et détruisent les efforts entrepris par les paysans...

Ces opérations de péréquation, entre 2 régions d'un pays ou "triangulaires" (entre 2 pays grâce à l'apport initial d'un troisième ou de la CEE) ne sont bien sûr qu'un exemple de programme de "substitution à l'aide alimentaire".

Il faut aller beaucoup plus loin: dans le soutien à la création, la formation et le développement d'organisations paysannes, dans l'amélioration des cultures, la transformation des produits pour les adapter aux goûts urbains, la revalorisation du commerce inter-régional, ... etc.

Bref, dans tout ce qui doit rendre l'aide alimentaire superflue... Dans cette optique, les ONG européennes membres de la campagne "Pour le Droit des peuples à se nourrir eux-mêmes" ont obtenu du Parlement Européen que 10 millions d'ECUS normalement consacrés à l'aide alimentaire soient investis dans des actions de substitution. Chiffre dérisoire sans doute qui ne représente que quelques pour cent du budget d'aide alimentaire.

Mais une brèche plus que symbolique est enfoncée dans le mécanisme de la dépendance. Pour aller plus loin, il faudra sans doute poser conjointement le problème agricole européen qui est l'origine des excédents que canalise l'aide alimentaire. Il faudra aussi continuer à lutter pour que les associations de paysans d'Afrique aient leur mot à dire, profitent de la dynamique lancée... Car décidément, l'Afrique n'est pas un vaste camp de réfugiés!

Gérard Karlshausen,
Secrétaire Général
"Frères des Hommes"
rue de Londres, 18
1050 Bruxelles
Belgique.